



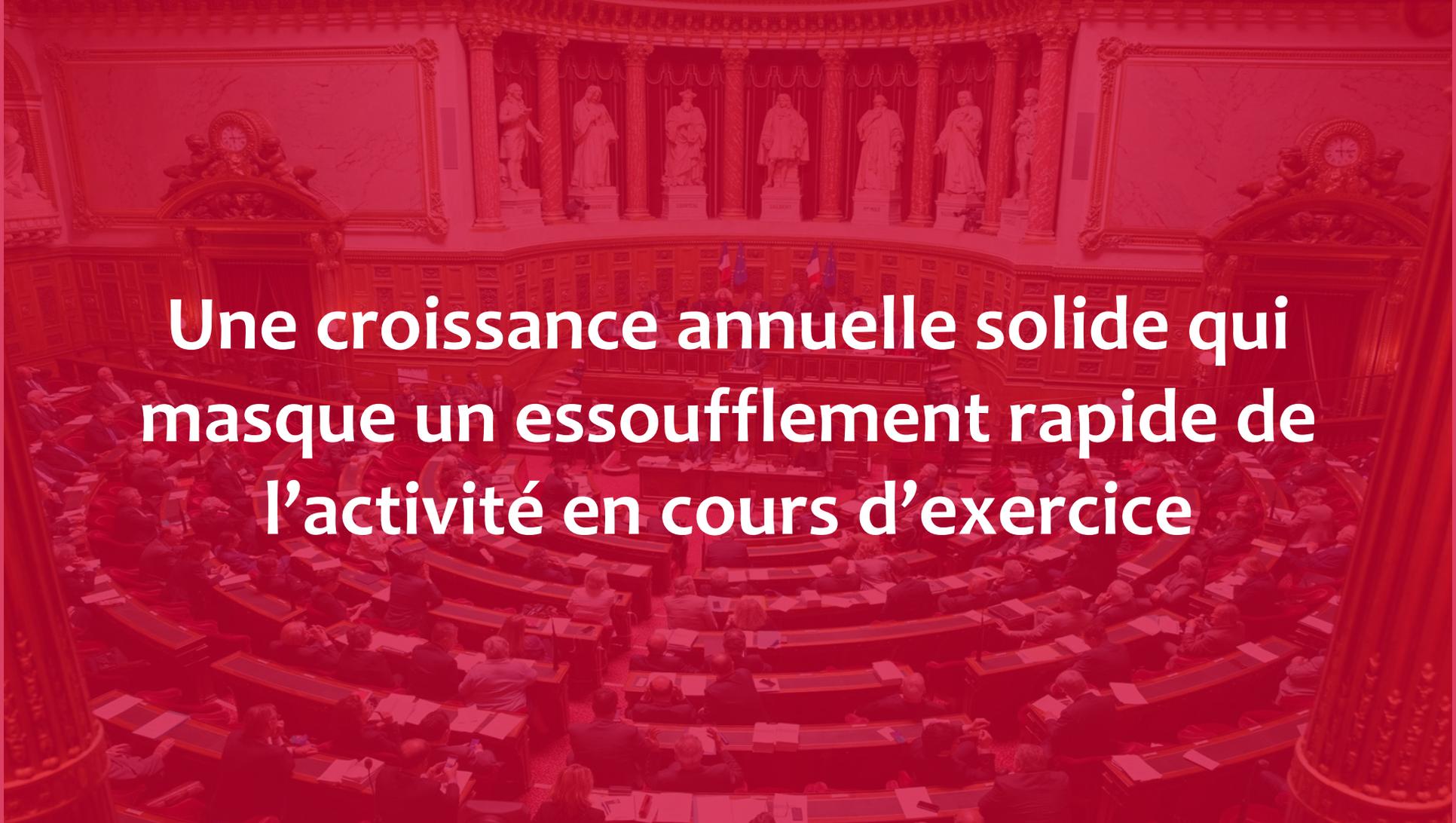
Projet de loi de règlement pour 2019

Albéric de Montgolfier, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 17 juin 2020



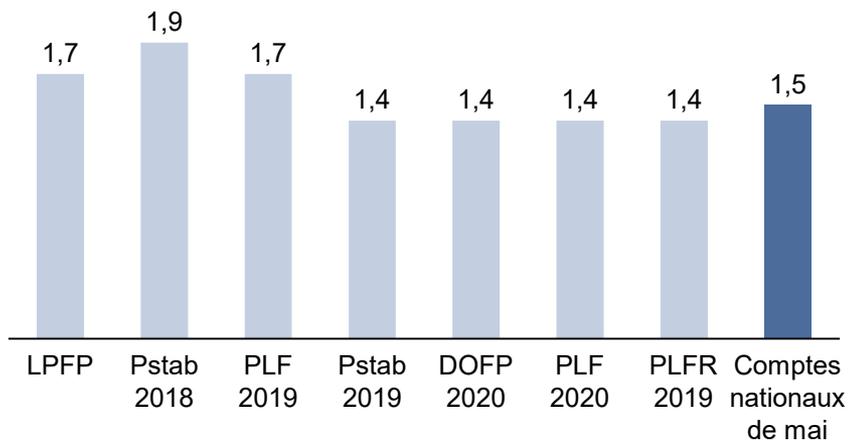
The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely a legislative chamber, with a red overlay. The room features ornate architecture, including a central stage with statues and a clock. The text is centered in white, bold font.

**Une croissance annuelle solide qui
masque un essoufflement rapide de
l'activité en cours d'exercice**

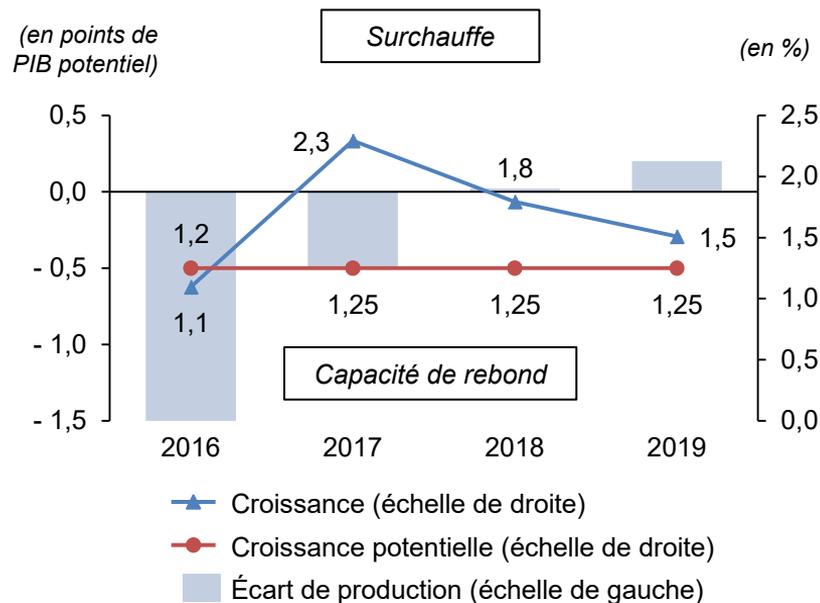
Le Gouvernement a bénéficié d'une « croissance de rattrapage » pour la troisième année consécutive

Comparaison des prévisions de croissance et de l'exécution pour 2019

(taux d'évolution en volume)

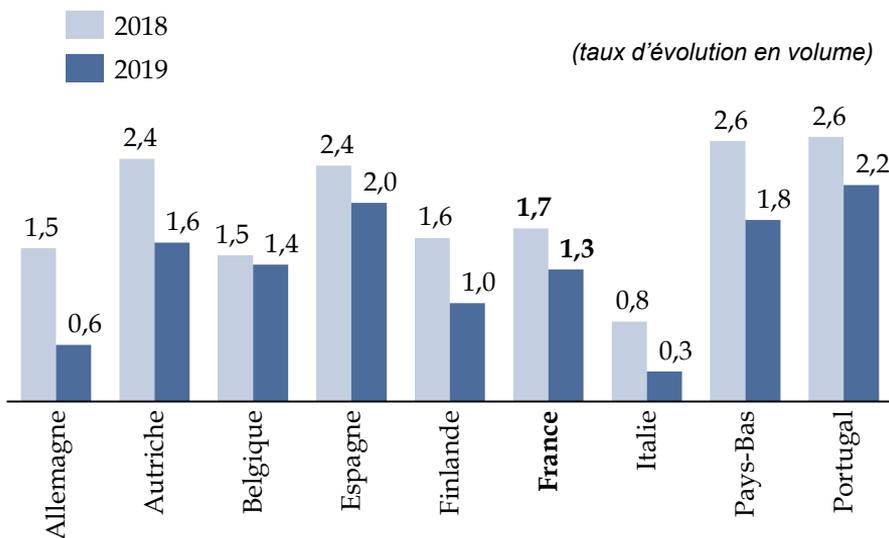


Évolution de l'écart de production, de la croissance et de la croissance potentielle depuis 2016 dans le scénario gouvernemental



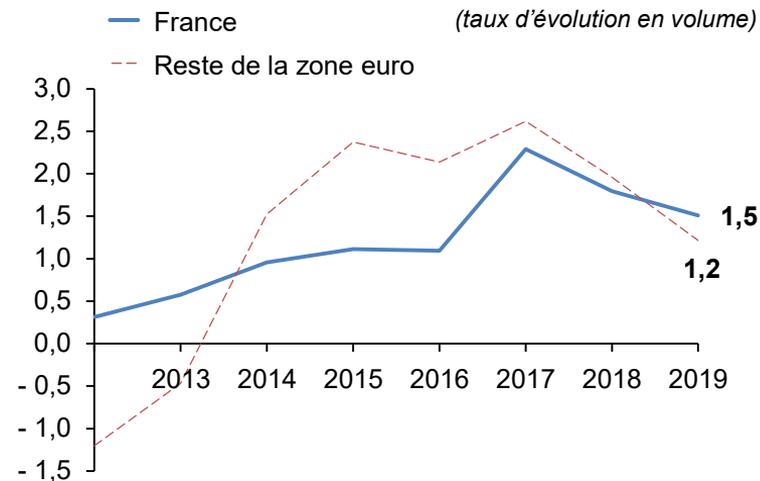
La France a mieux résisté au ralentissement mondial que le reste de la zone euro

Croissance du PIB au sein des principaux pays de la zone euro en 2018 et 2019



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de la base Ameco de la Commission européenne)

Comparaison de la croissance du PIB en France et dans le reste de la zone euro

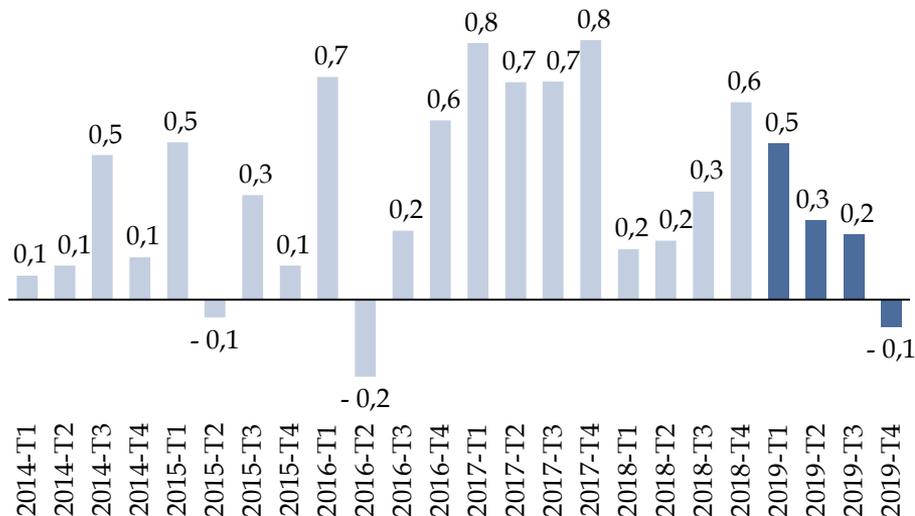


Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de la base Ameco de la Commission européenne)

Un net recul de l'activité pouvait néanmoins être observé avant même le déclenchement de la crise sanitaire, ce qui pèsera sur l'exercice 2020

Croissance du PIB trimestriel depuis 2014

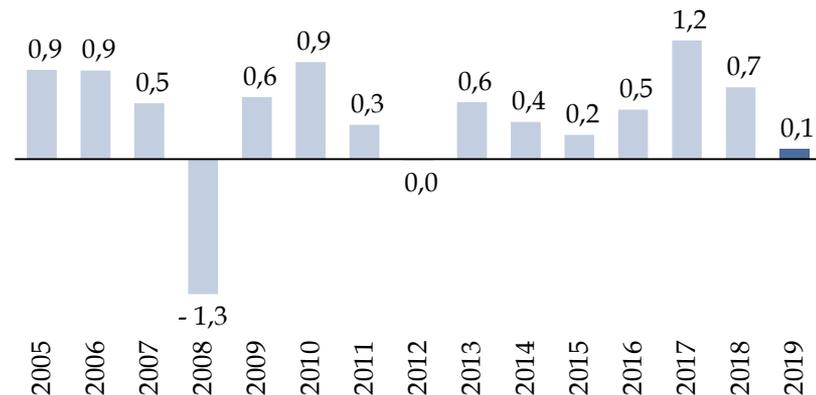
(taux d'évolution du PIB en volume)



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

Acquis de croissance à la fin de l'exercice

(taux d'évolution du PIB en volume)



Note de lecture : la croissance 2020 s'élèverait à 0,1 % si l'activité restait au niveau du dernier trimestre 2019 tout au long de l'exercice.

Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

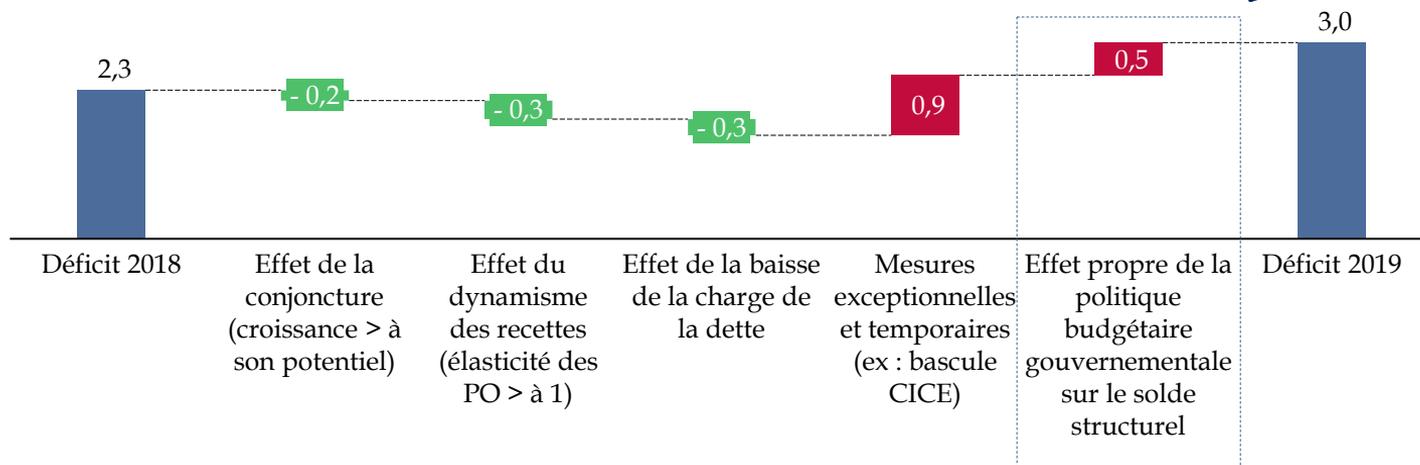


**Une nouvelle occasion manquée
de redresser les comptes publics**

Le surcoût temporaire lié à la transformation du CICE ne saurait justifier à lui seul la dégradation du déficit public, compte tenu des facteurs favorables dont a bénéficié le Gouvernement

Décomposition de l'évolution du déficit entre 2018 et 2019

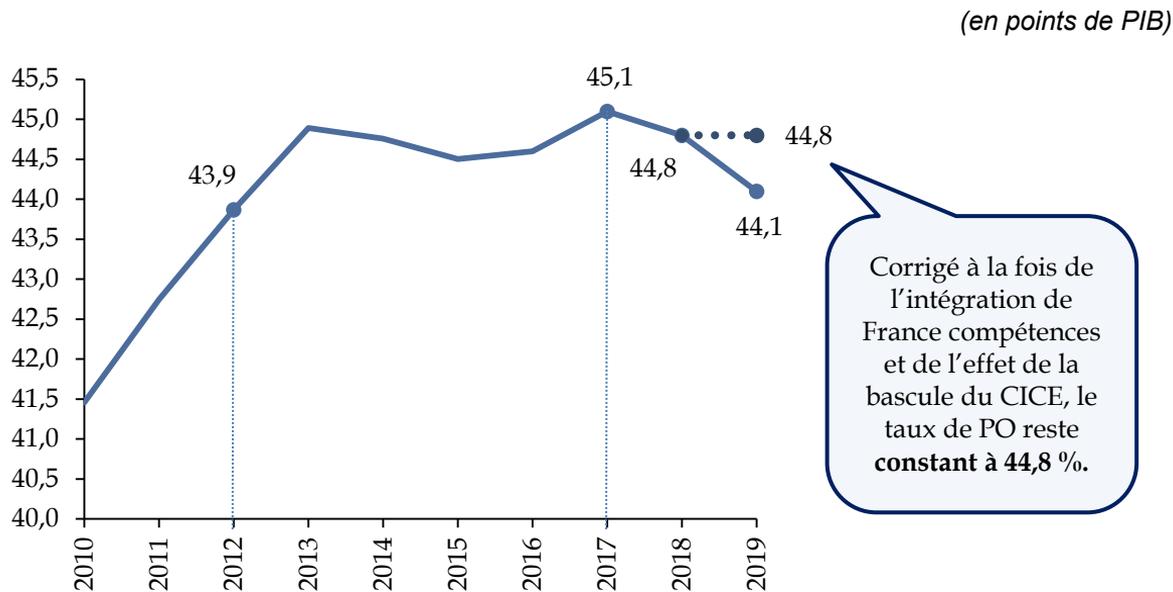
(en points de PIB)



En neutralisant les facteurs exceptionnels et non discrétionnaires, le déficit public se serait **dégradé de 0,5 point de PIB** en 2019.

L'absence de redressement de la situation structurelle des comptes publics ne tient pas à une accélération de la baisse des prélèvements obligatoires...

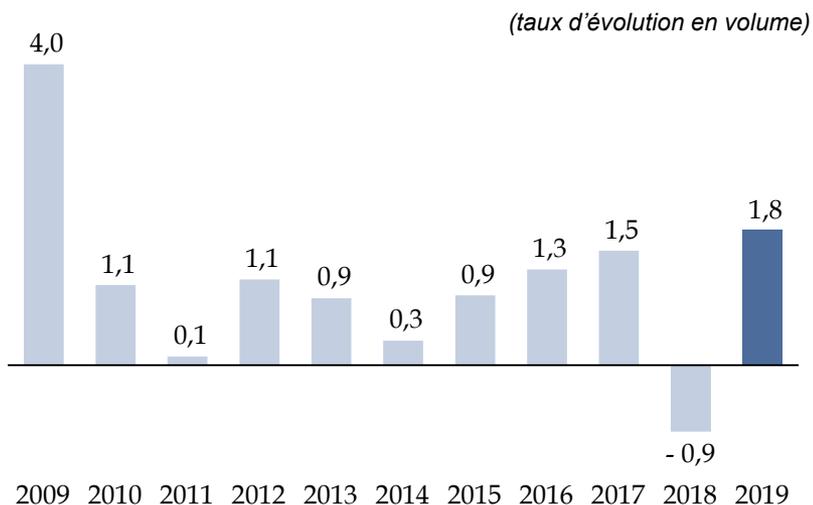
Évolution de la part des prélèvements obligatoires dans le PIB



Source : commission des finances du Sénat (d'après l'Insee)

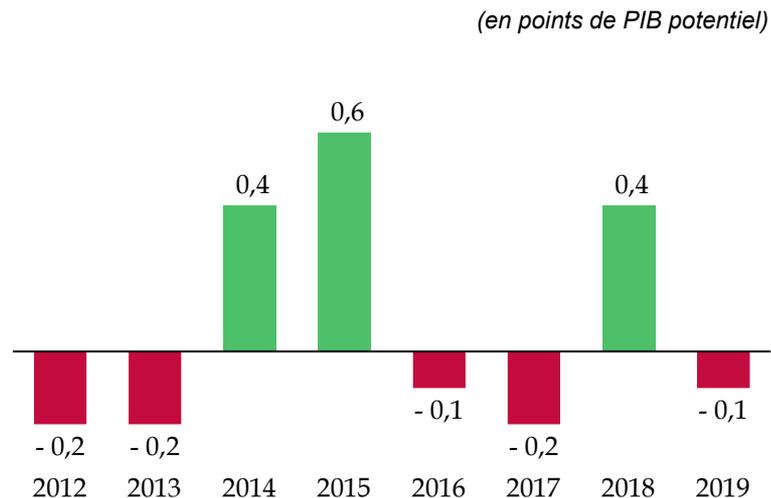
... mais à l'absence d'effort de maîtrise de la dépense publique

Croissance de la dépense publique hors crédits d'impôt



Source : commission des finances du Sénat (d'après l'Insee)

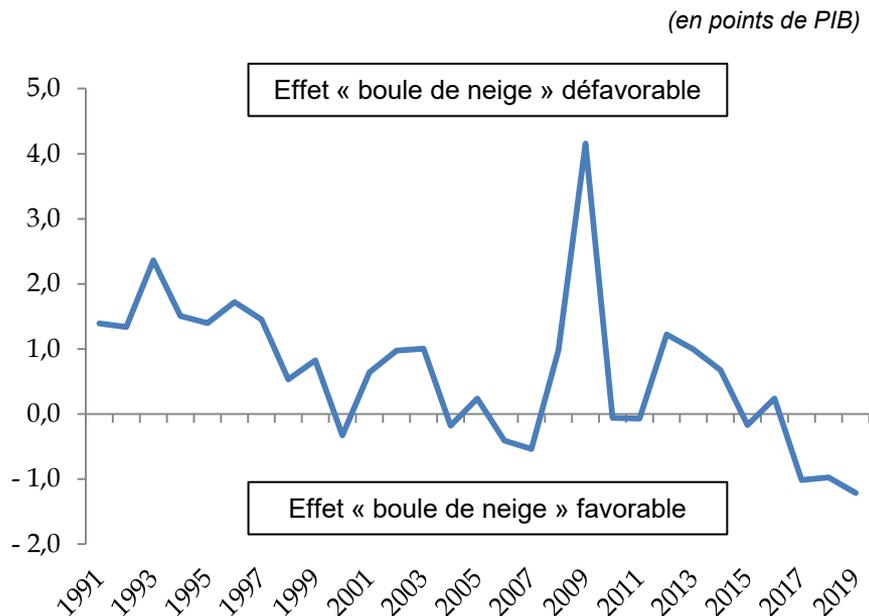
Effort structurel en dépense hors charge de la dette



Source : commission des finances du Sénat (d'après le Gouvernement)

L'infléchissement de la trajectoire d'endettement s'en trouve une nouvelle fois différé, en dépit des circonstances historiquement favorables dont a bénéficié le Gouvernement

Effet « boule de neige » sur l'endettement lié au différentiel entre le taux d'intérêt moyen payé sur la dette et la croissance



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

Décomposition de l'évolution de l'endettement de la France depuis 2016

En l'absence d'effet « boule de neige » favorable, le taux d'endettement serait **supérieur de plus de 3 points de PIB** au niveau de 2016.

(en points de PIB)

	2016	2017	2018	2019
Endettement	98,0	98,3	98,1	98,1
Variation de l'endettement	+ 2,4	+ 0,3	- 0,2	0,0
<i>dont : solde primaire</i>	+ 1,8	+ 1,2	+ 0,6	+ 1,5
<i>dont : effet « boule de neige » (différentiel intérêt-croissance)</i>	+ 0,2	- 1,0	- 1,0	- 1,2
<i>dont : ajustement stock-flux</i>	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	- 0,3

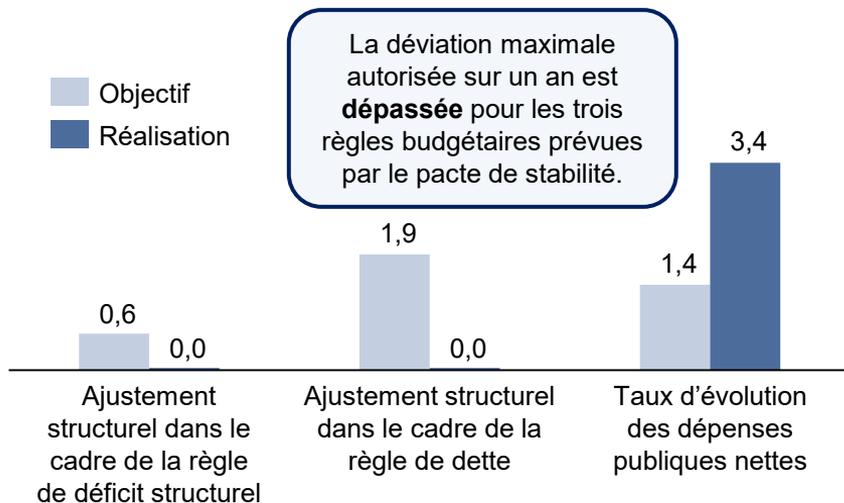
Précision méthodologique : la somme des arrondis peut différer de l'arrondi de la somme.

Source : commission des finances du Sénat (d'après les données Insee)

La stratégie budgétaire gouvernementale s'écarte significativement des règles budgétaires européennes et des choix budgétaires de nos principaux voisins

Évaluation du respect de l'effort budgétaire recommandé par le Conseil de l'Union européenne pour 2019

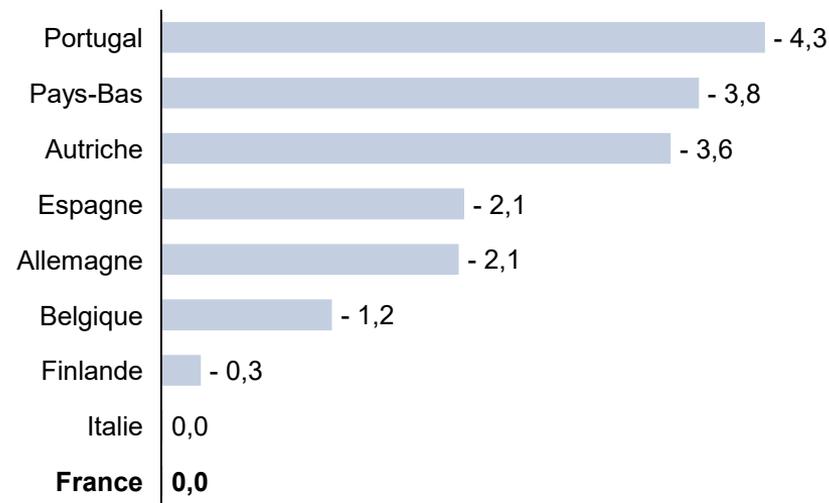
(en points de PIB potentiel, taux d'évolution en %)



Source : commission des finances du Sénat (d'après : Commission européenne, « Assessment of the 2020 Stability Programme for France », 20 mai 2020, p. 15)

Évolution de la dette publique en 2019 au sein des principaux pays de la zone euro

(en points de PIB)

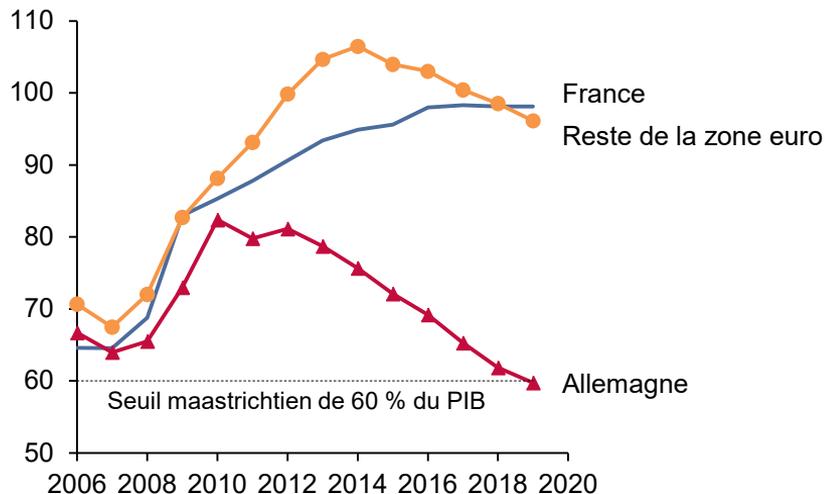


Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de la base Ameco de la Commission européenne)

Une nouvelle fois, la France n'a pas su profiter des phases hautes du cycle économique pour retrouver des marges de manœuvre sur le plan budgétaire

Évolution de l'endettement au sein de la zone euro entre 2006 et 2019

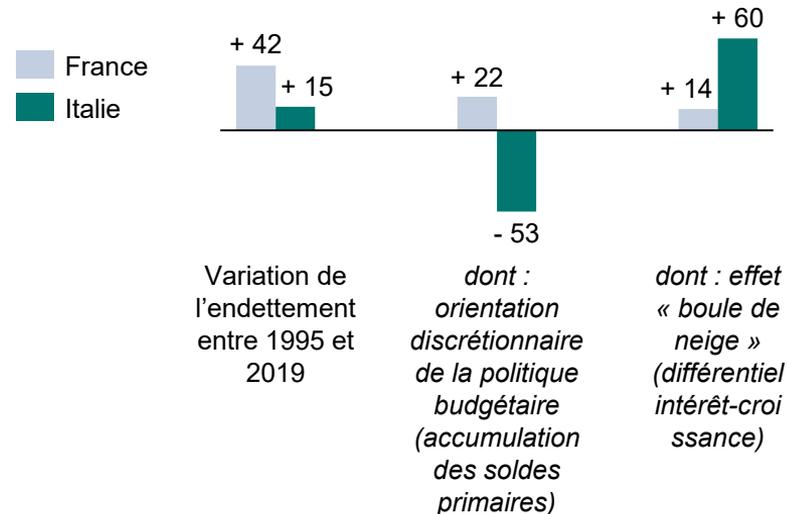
(en points de PIB)



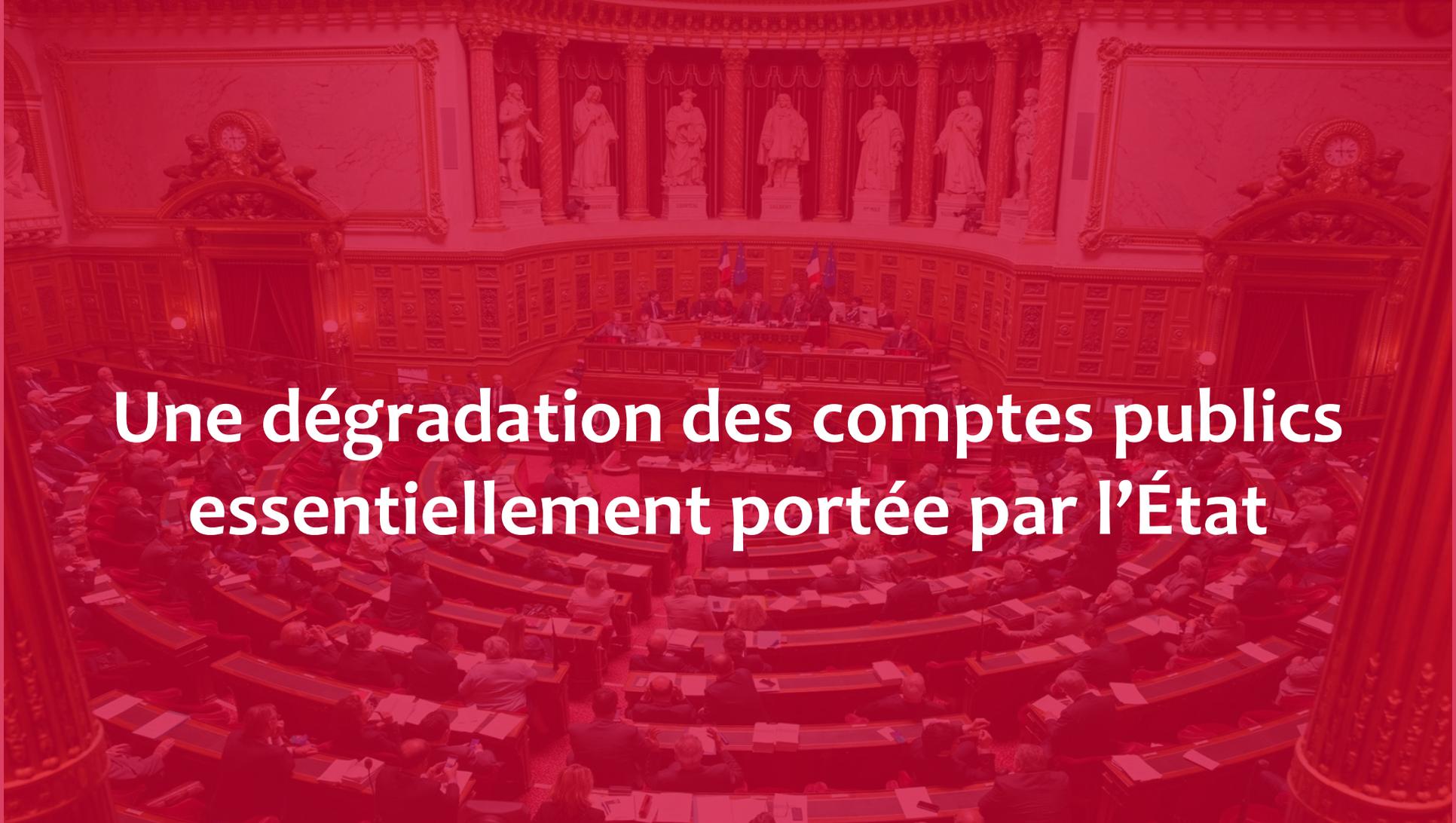
Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de l'Insee et de la base Ameco de la Commission européenne)

Décomposition de l'évolution de l'endettement de la France et de l'Italie depuis 1995

(en points de PIB)



Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de la base Ameco de la Commission européenne)



**Une dégradation des comptes publics
essentiellement portée par l'État**

L'exercice 2019 permet aux administrations de sécurité sociale de conforter leur excédent, tandis que le déficit de l'État se détériore fortement

Évolution du solde des différents sous-secteurs des administrations publiques entre 2016 et 2019

(en milliards d'euros)

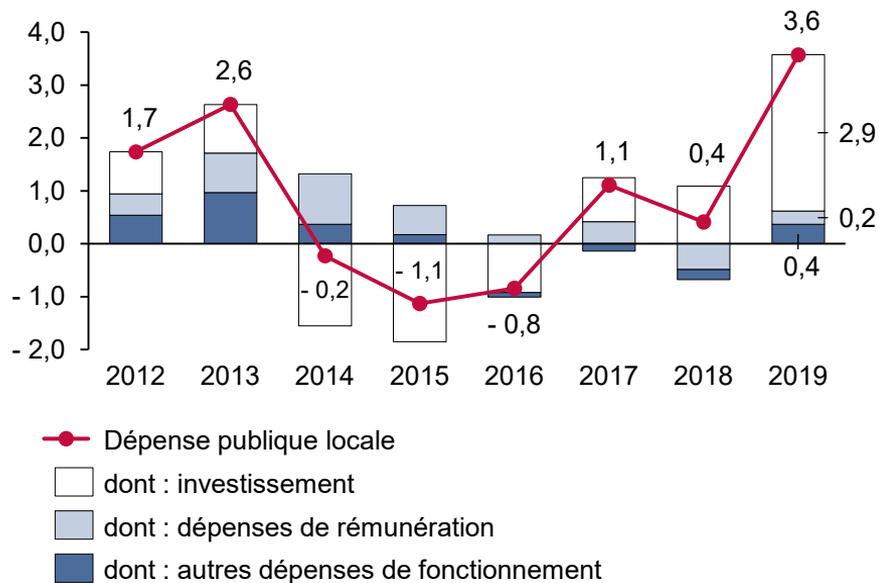
	2016	2017	2018	2019
État	- 75,4	- 69,6	- 65,4	- 83,5
Organismes divers d'administration centrale	- 6,2	- 4,4	- 2,5	- 2,3
Administrations publiques locales	3,0	1,6	2,7	- 0,9
Administrations de sécurité sociale	- 2,2	4,9	11,7	14,1
Ensemble des administrations publiques	- 80,7	- 67,4	- 53,5	- 72,7

Source : commission des finances du Sénat

L'apparition d'un léger besoin de financement de la sphère locale traduit un rebond bienvenu de l'investissement

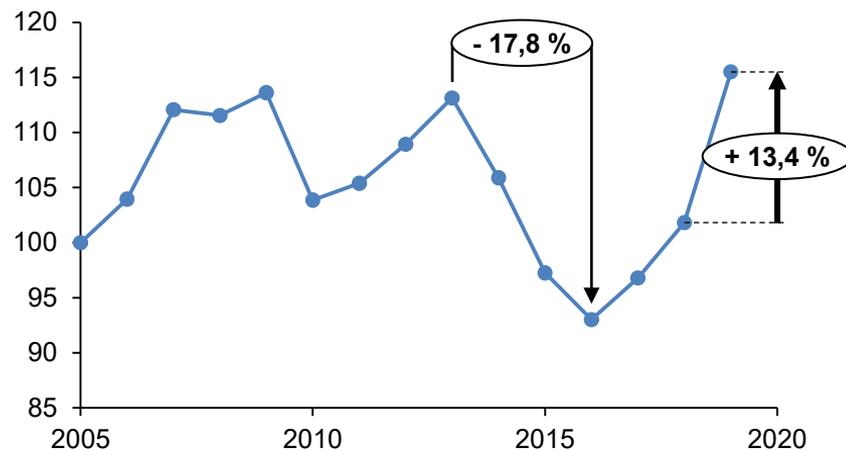
Décomposition de la croissance en volume de la dépense publique locale

(taux d'évolution en volume, contributions en points de pourcentage)



Évolution des dépenses d'investissement des administrations publiques locales

(en volume, base 100, 2005=100)



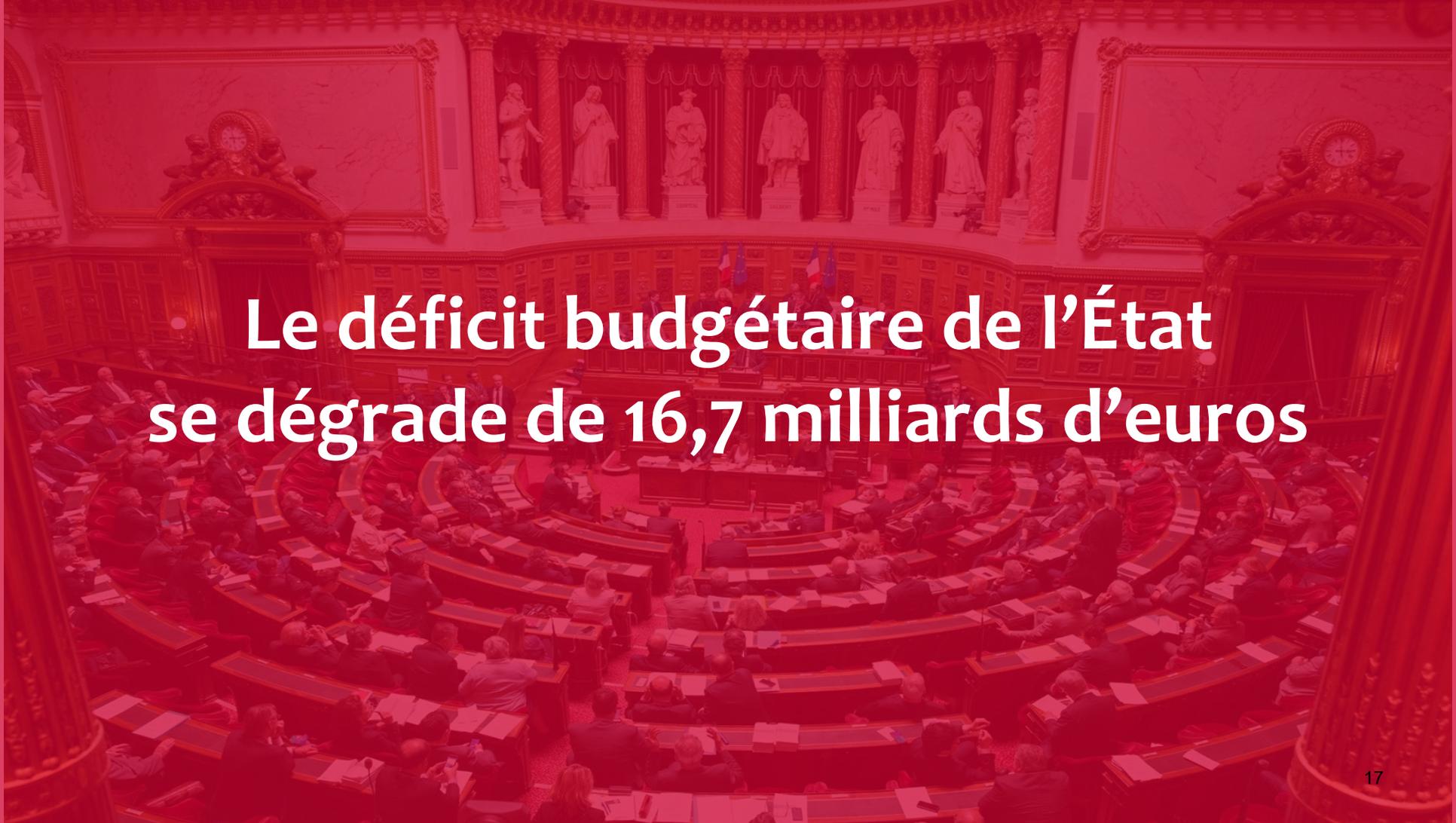
La sphère sociale conforte son excédent, qui reste néanmoins dépendant de la contribution de la Cades

Décomposition de l'évolution du solde des administrations de sécurité sociale

(en milliards d'euros)

	2018	2019
Régime général et Fonds de solidarité vieillesse (FSV)	- 1,5	- 2,7
Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades)	14,8	15,9
Fonds de réserve pour les retraites (FRR)	- 1,2	- 1,9
Autres régimes de sécurité sociale	- 0,9	3,0
...dont assurance chômage	- 2,7	- 2,1
...dont régimes complémentaires	2,0	3,3
Organismes dépendant des assurances sociales (Odass)	0,5	- 0,2
Solde	11,7	14,1
Solde hors Cades	- 3,1	- 1,8

Source : commission des finances du Sénat (d'après les données transmises par le Gouvernement)

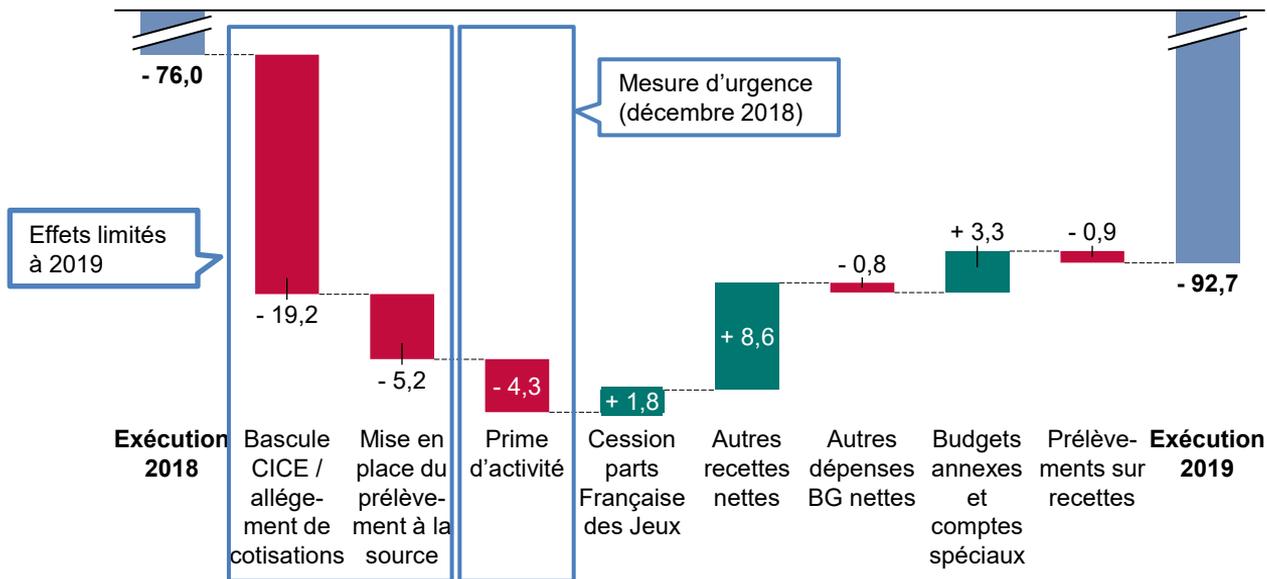


• Le déficit budgétaire de l'État
se dégrade de 16,7 milliards d'euros

En l'absence d'effort structurel, les effets transitoires et le plan d'urgence décidé en décembre 2018 dégradent le déficit

Décomposition des facteurs d'évolution du solde budgétaire de l'État entre 2018 en exécution et 2019 en exécution

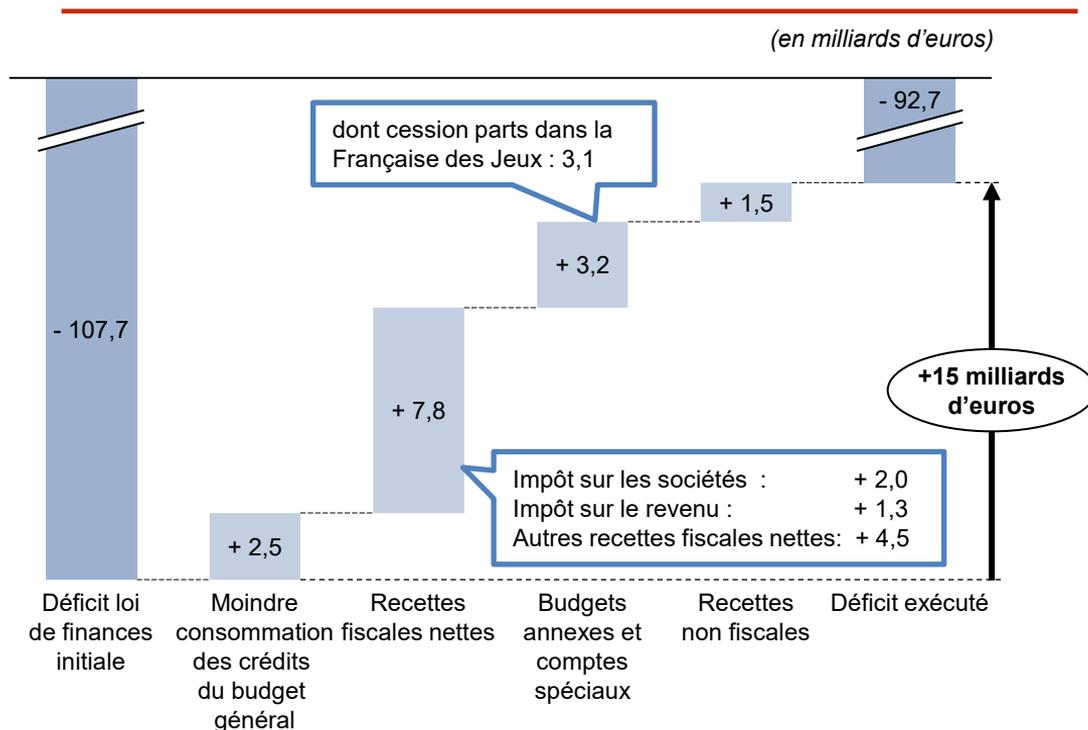
(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat

Des recettes meilleures qu'attendu ont amélioré le déficit de 15,0 milliards d'euros par rapport à la prévision

Décomposition des facteurs d'évolution du solde budgétaire de l'État entre la loi de finances initiale et l'exécution en 2019



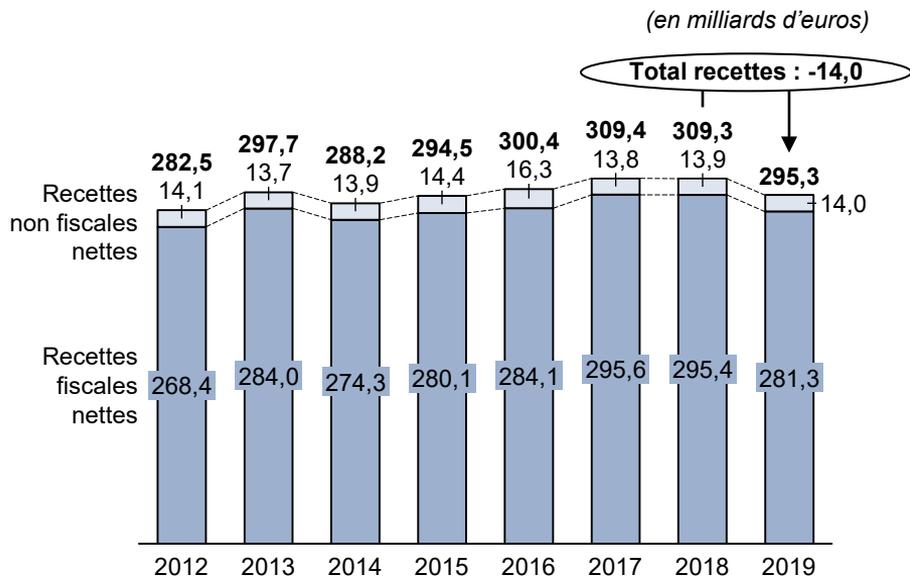
Source : commission des finances du Sénat



**La hausse du déficit de 2018 à 2019
résulte de la diminution des
recettes fiscales**

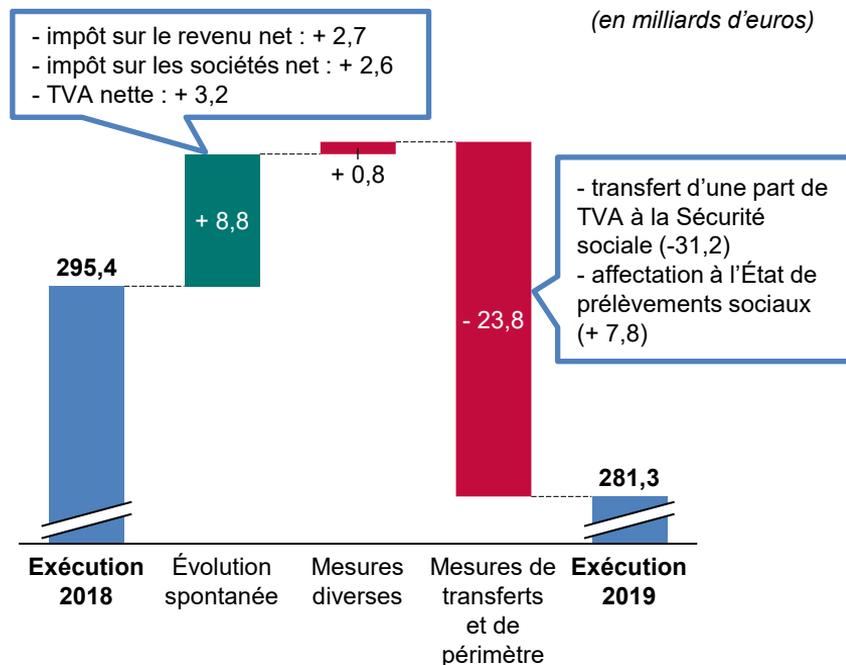
Les recettes de l'État diminuent de 14 milliards d'euros en raison du transfert d'une part supplémentaire de TVA aux administrations de sécurité sociale

L'évolution des recettes de l'État



Source : commission des finances du Sénat

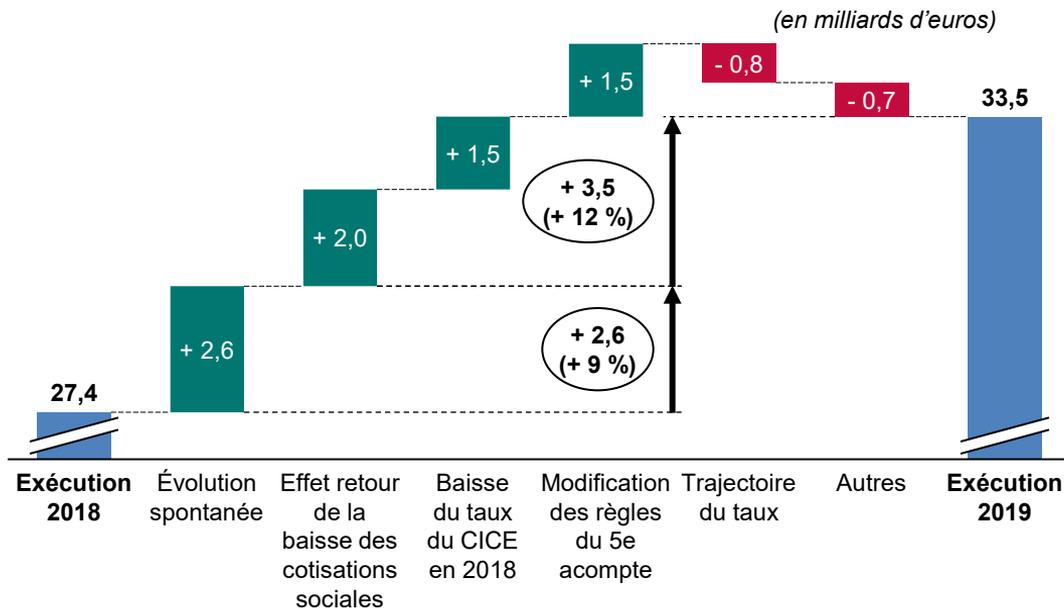
Les facteurs d'évolution des recettes fiscales nettes entre 2018 et 2019



Source : commission des finances du Sénat

L'impôt sur les sociétés progresse en 2019 sous l'effet de la croissance comme des mesures nouvelles

Décomposition des facteurs d'évolution de l'impôt sur les sociétés net entre 2018 et 2019

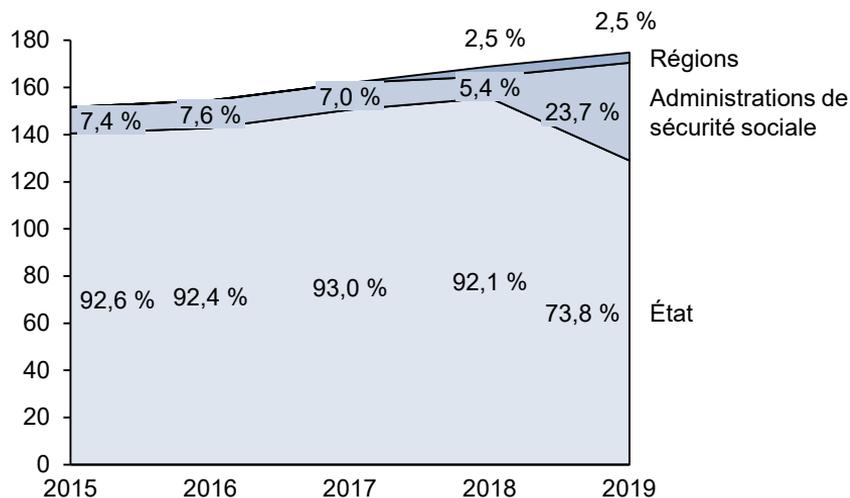


Source : commission des finances du Sénat

Les recettes de TVA et de TICPE sont de plus en plus affectées à des personnes autres que l'État

Évolution de la répartition des recettes de TVA

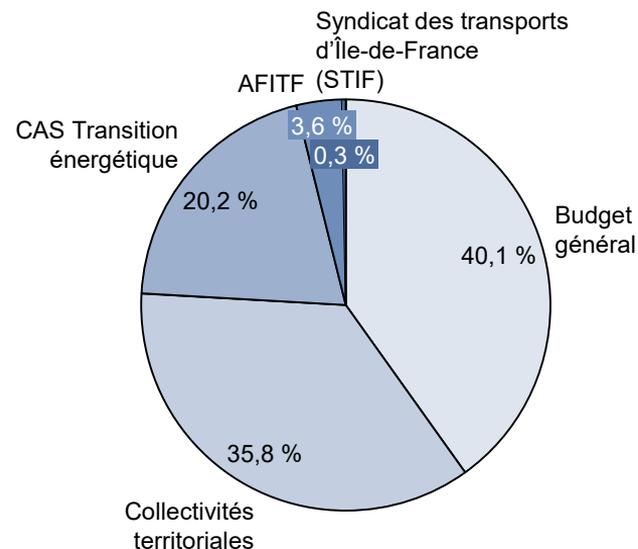
(en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat

Répartition des recettes de TICPE

(en pourcentage)

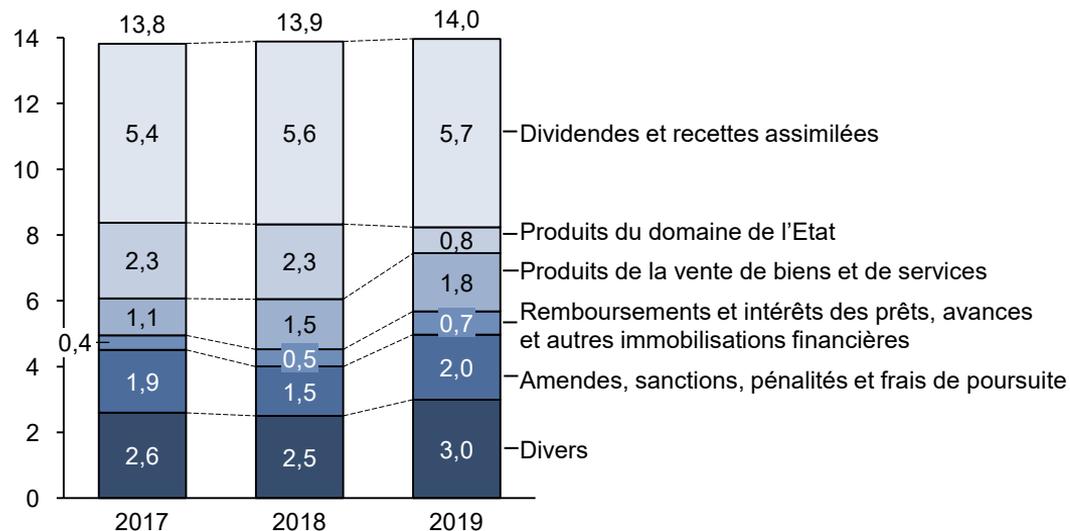


Source : commission des finances du Sénat

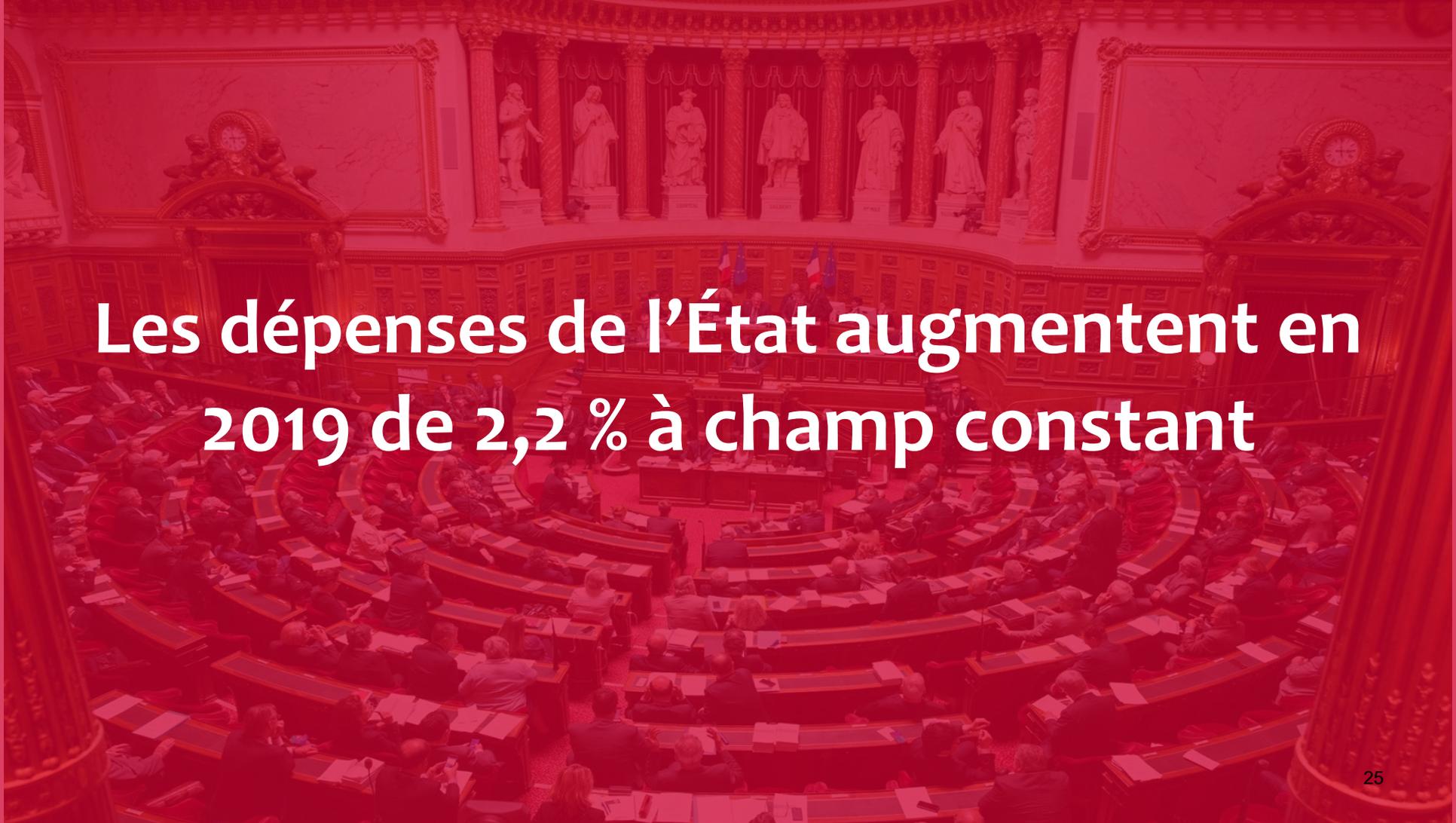
Les recettes non fiscales sont quasi stables, malgré la suppression des loyers budgétaires des ministères civils

Composition des recettes non fiscales

(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat

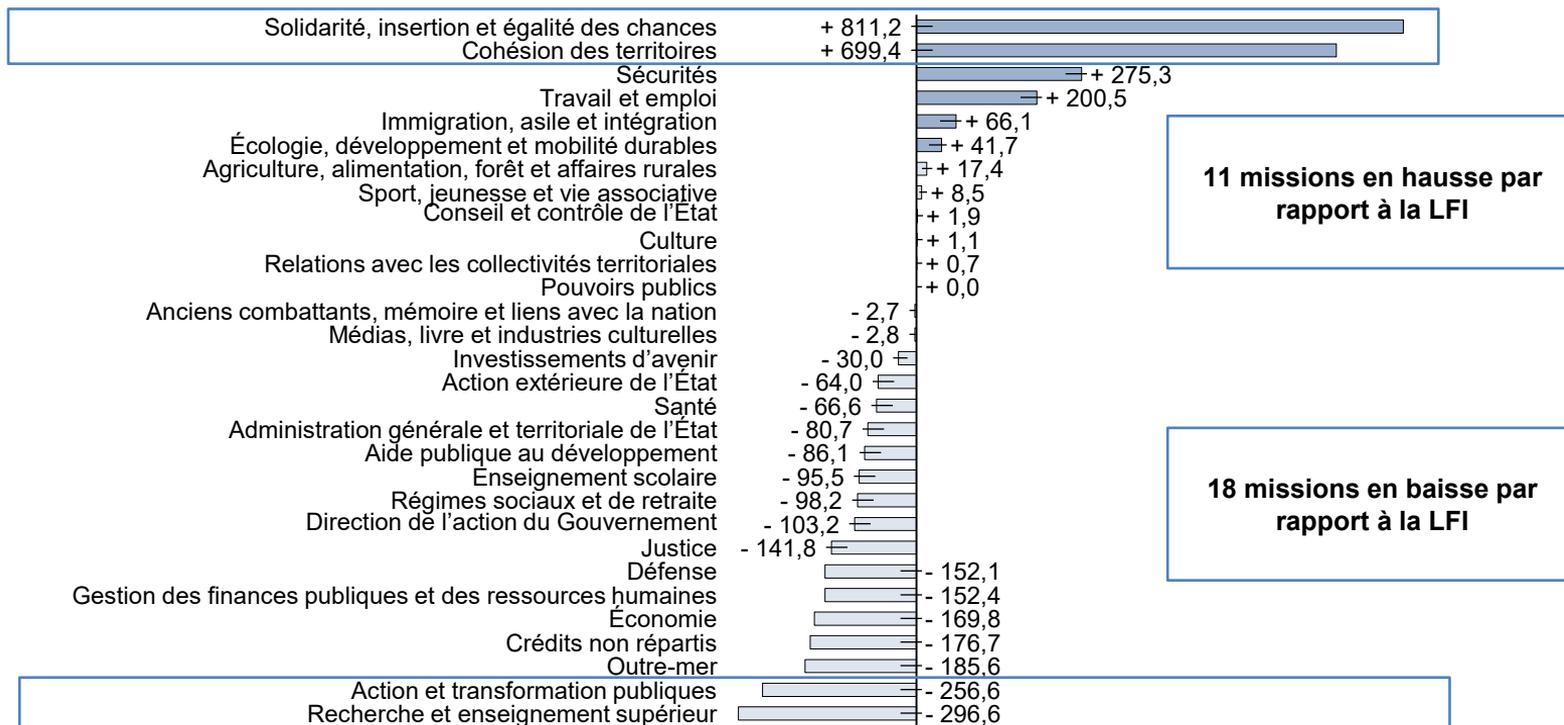


**Les dépenses de l'État augmentent en
2019 de 2,2 % à champ constant**

La conformité d'ensemble de la consommation de crédits à l'autorisation recouvre des évolutions notables selon les missions budgétaires

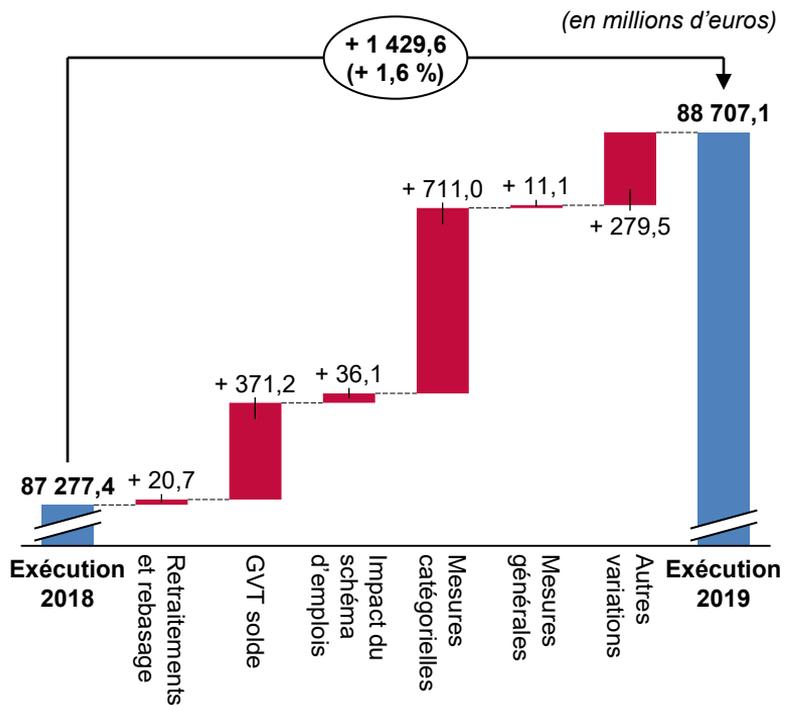
Crédits prévus en loi de finances initiale et consommés sur les missions du budget général

(en millions d'euros)



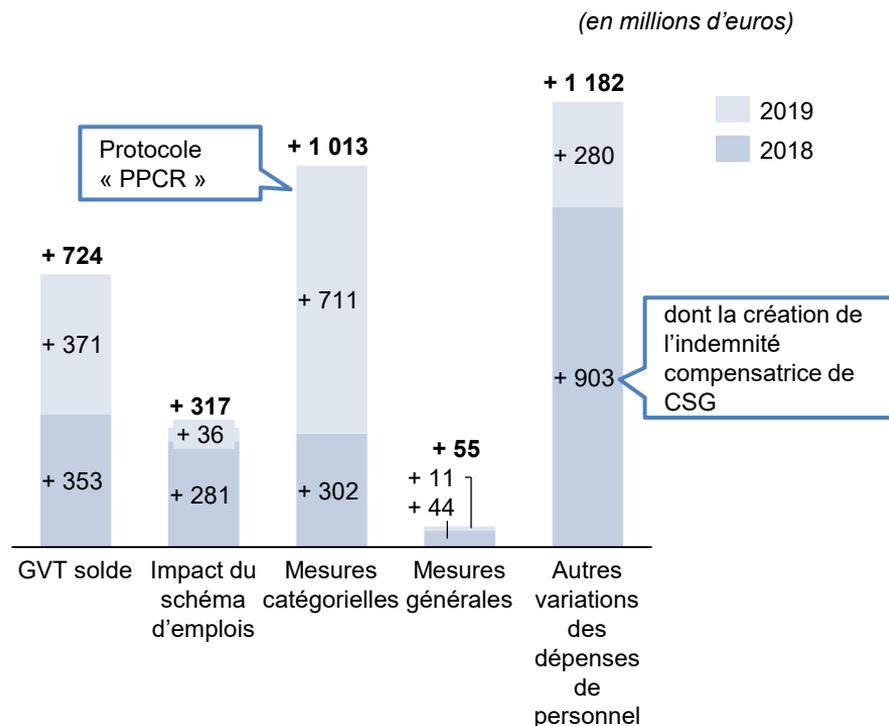
La masse salariale poursuit son augmentation en 2019 comme en 2018

Évolution de la masse salariale de 2018 à 2019



Source : commission des finances du Sénat

Évolution de la masse salariale sur deux ans

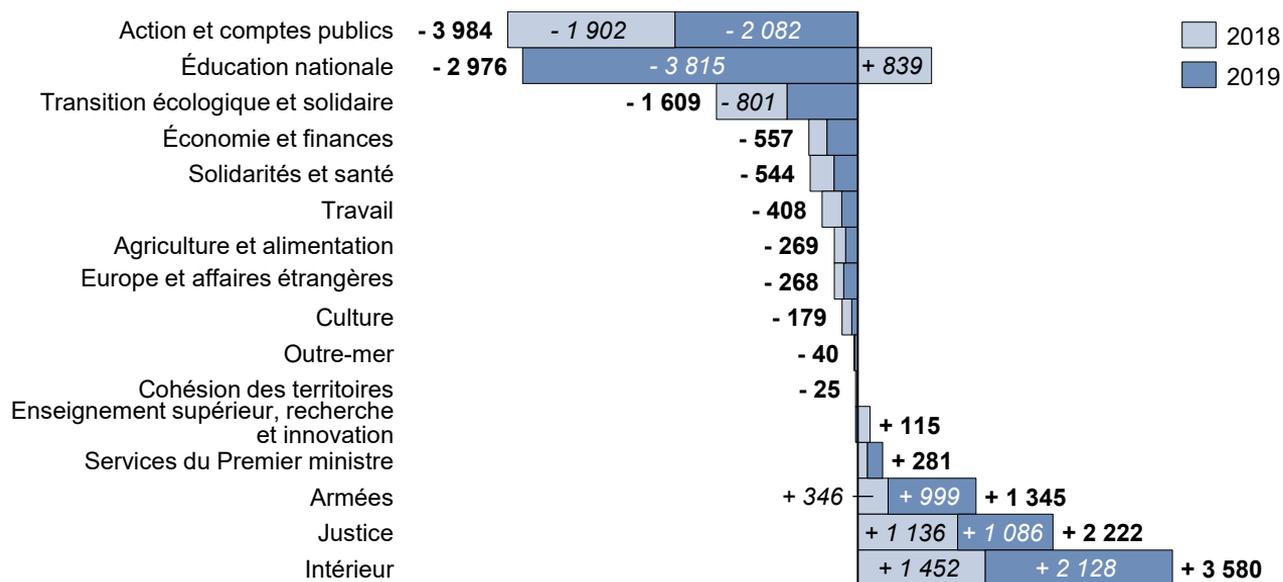


Source : commission des finances du Sénat

L'administration fiscale et l'éducation nationale supportent la plus grande part des suppressions nettes d'emploi

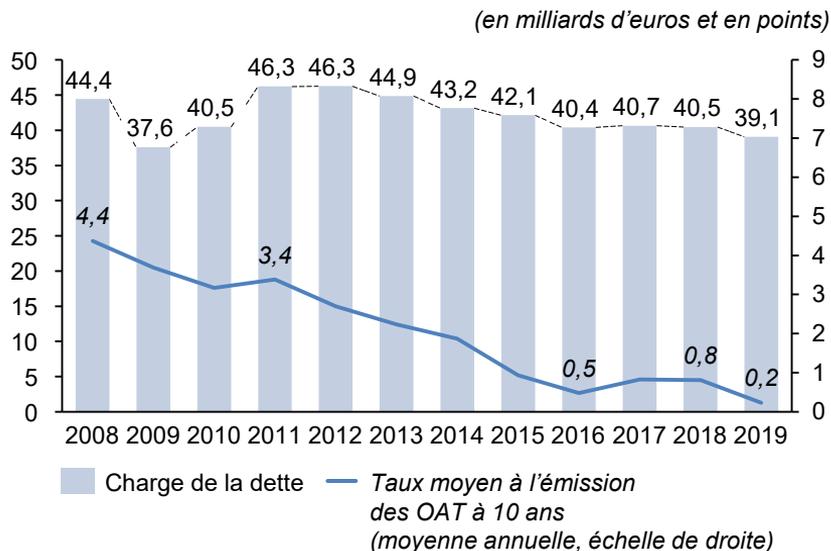
Réalisation du schéma d'emplois en 2018 et 2019

(en équivalents temps plein)



La baisse des taux permet une diminution de la charge de la dette et un accroissement des primes à l'émission

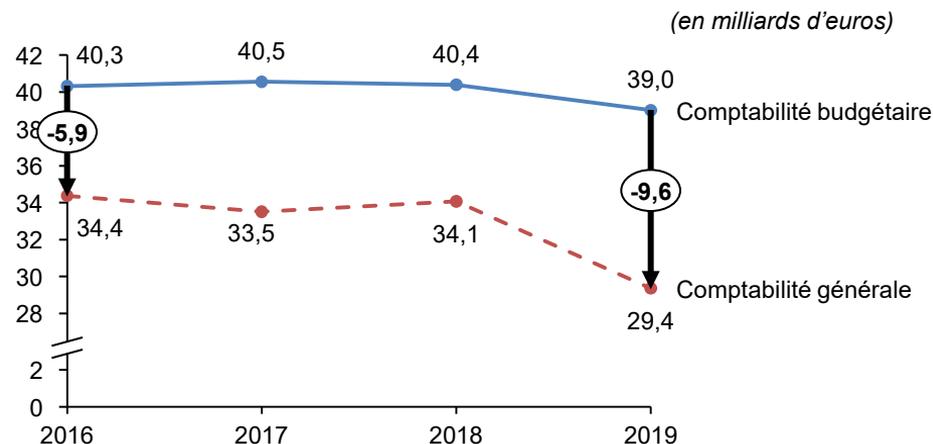
Évolution de la charge de la dette et du taux moyen à l'émission des OAT à 10 ans



Charge de la dette: crédits de paiement exécutés sur l'action 01 « Dette » du programme 117 « Charge de la dette »

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires et du rapport annuel de performance « Engagements financiers de l'État ».

Évolution de la charge de la dette en comptabilité budgétaire et générale

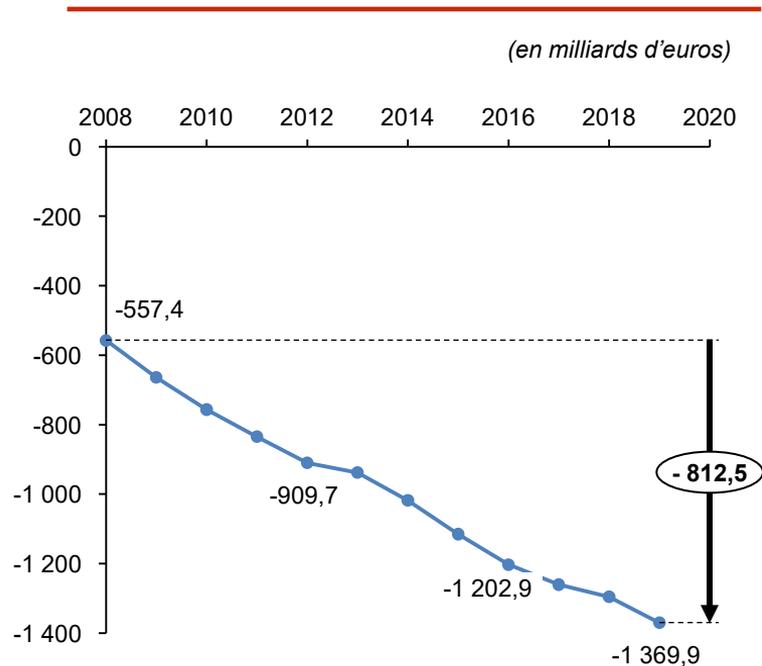


Charge de la dette : charge des OAT et BTf (dette négociable au sens strict)

Source : commission des finances du Sénat, données du rapport annuel de performance « Engagements financiers de l'État ».

Les données de la comptabilité générale confirment la dégradation de la situation de l'État

Évolution de la situation nette de l'État



Source : commission des finances du Sénat



Projet de loi de règlement pour 2019

Albéric de Montgolfier, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 17 juin 2020

